

4. *Invite* les Etats Membres administrants à continuer de communiquer des renseignements aussi complets que possible sur l'évolution politique et constitutionnelle, notamment sur les activités des partis et groupements politiques dans les territoires non autonomes, ainsi que des renseignements montrant dans quelle mesure l'appareil politique, administratif et judiciaire de ces territoires est entre les mains des autochtones;

5. *Note* que le rapport du Comité des renseignements relatifs aux territoires non autonomes a été transmis officiellement au Comité spécial chargé d'examiner la situation en ce qui concerne l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux;

6. *Prie* le Secrétaire général de transmettre ledit rapport, pour examen, aux Etats Membres qui administrent des territoires non autonomes, au Conseil économique et social, aux commissions économiques régionales, au Conseil de tutelle et aux institutions spécialisées compétentes.

1198<sup>ème</sup> séance plénière,  
19 décembre 1962.

#### 1847 (XVII). Maintien en fonctions du Comité des renseignements relatifs aux territoires non autonomes

*L'Assemblée générale,*

*Rappelant* sa résolution 1700 (XVI) du 19 décembre 1961,

*Considérant* que, par sa résolution 1654 (XVI) du 27 novembre 1961, elle a créé le Comité spécial chargé d'examiner la situation en ce qui concerne l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux,

*Considérant en outre* qu'au paragraphe 8 de la résolution 1654 (XVI) elle a demandé au Comité des renseignements relatifs aux territoires non autonomes de prêter son aide au Comité spécial dans ses travaux,

*Gardant présents à l'esprit* les buts et les principes définis dans sa résolution 1514 (XV) du 14 décembre 1960, intitulée "Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux",

*Reconnaissant* que le Comité des renseignements relatifs aux territoires non autonomes continue de jouer un rôle utile dans la mise en œuvre des principes énoncés au Chapitre XI de la Charte des Nations Unies et dans l'exécution des tâches assignées au Comité spécial,

1. *Décide* de maintenir en fonctions le Comité des renseignements relatifs aux territoires non autonomes dans les mêmes conditions que celles qu'elle a fixées dans sa résolution 1700 (XVI), notamment aux paragraphes 2 à 5 de cette résolution<sup>9</sup> :

2. *Décide*, étant donné les progrès rapides requis pour que les territoires non autonomes accèdent à l'indépendance, d'examiner la situation à sa dix-huitième session en vue de décider si le Comité des renseignements relatifs aux territoires non autonomes doit être encore maintenu en fonctions.

1198<sup>ème</sup> séance plénière,  
19 décembre 1962.

#### 1848 (XVII). Diffusion, dans les territoires non autonomes, de renseignements relatifs à la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux

*L'Assemblée générale,*

*Rappelant* sa résolution 1695 (XVI) du 19 décembre 1961,

*Réitérant* l'avis selon lequel il est essentiel que les peuples des territoires non autonomes aient une ample connaissance de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux, contenue dans sa résolution 1514 (XV) du 14 décembre 1960,

1. *Relève avec satisfaction*, dans le rapport du Secrétaire général sur ce sujet<sup>10</sup>, qu'un certain nombre de brochures, d'affiches et de causeries radiophoniques concernant ladite Déclaration ont été diffusées dans de nombreuses langues locales des territoires non autonomes, ainsi que dans les langues des Etats Membres administrants;

2. *Se félicite* de ce que certains Etats Membres administrants aient prêté leur concours au Secrétaire général, conformément à la résolution 1695 (XVI), pour la publication et la diffusion de la Déclaration dans de nombreux territoires;

3. *Note avec regret* que le Gouvernement du Portugal n'a pas prêté son concours à cet effet et invite ce gouvernement à collaborer avec le Secrétaire général à la diffusion de la Déclaration dans les territoires qu'il administre;

4. *Invite* tous les autres Etats Membres administrants à continuer de prêter leur concours au Secrétaire général pour la publication et la diffusion de la Déclaration dans tous les territoires non autonomes qu'ils administrent;

5. *Invite en outre* les Etats Membres administrants à inscrire la Déclaration au programme d'études de tous les établissements scolaires dans tous les territoires non autonomes;

6. *Prie* le Secrétaire général de poursuivre ses efforts en vue d'assurer une large diffusion de la Déclaration, par tous les moyens d'information appropriés, dans tous les territoires non autonomes, et de faire rapport à l'Assemblée générale, lors de sa dix-huitième session, sur les nouveaux progrès enregistrés dans ce domaine.

1198<sup>ème</sup> séance plénière,  
19 décembre 1962.

#### 1849 (XVII). Moyens d'étude et de formation offerts par des Etats Membres aux habitants des territoires non autonomes

*L'Assemblée générale,*

*Rappelant* sa résolution 1514 (XV) du 14 décembre 1960, contenant la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux,

*Reconnaissant* qu'il importe de prêter une assistance aux pays et aux peuples coloniaux en matière d'enseignement général et spécialisé,

*Ayant examiné* le rapport du Secrétaire général sur les moyens d'étude et de formation offerts par des Etats Membres aux habitants des territoires non

<sup>9</sup> Voir la note relative au point 55, p. 46.

<sup>10</sup> *Ibid.*, dix-septième session, Annexes, points 49, 50, 51, 52, 53 et 55 de l'ordre du jour, document A/5244 et Add.1.

autonomes, conformément à la résolution 845 (IX) de l'Assemblée générale, en date du 22 novembre 1954<sup>11</sup>,

*Regrettant* que, malgré l'intérêt croissant que les habitants des territoires non autonomes portent à ces offres, un certain nombre de bourses d'études offertes par des Etats Membres reste inutilisé,

*Regrettant en outre* que, dans plusieurs cas, des étudiants des territoires non autonomes qui avaient obtenu des bourses n'aient pas eu la faculté de quitter leur territoire en vue de bénéficier de ces bourses,

1. *Prend acte* du rapport du Secrétaire général sur les moyens d'étude et de formation offerts conformément à la résolution 845 (IX);

2. *Réaffirme* sa résolution 1696 (XVI) du 19 décembre 1961;

3. *Invite instamment* les Etats Membres à continuer d'offrir des bourses;

4. *Prie* les Etats Membres qui offrent des bourses d'études de tenir compte de la nécessité de donner des renseignements complets sur les bourses offertes et, chaque fois que cela sera possible, du besoin de fournir des fonds pour les frais de voyage des boursiers;

5. *Invite une fois de plus* les Etats Membres administrants intéressés à faire tout le nécessaire pour que les habitants des territoires non autonomes puissent utiliser la totalité des bourses d'études et des moyens de formation offerts par des Etats Membres, et à accorder toutes les facilités possibles à ceux qui ont postulé ou obtenu des bourses d'études ou de perfectionnement, notamment en ce qui concerne la simplification de leurs formalités de voyage;

6. *Prie* le Secrétaire général de faire rapport à l'Assemblée générale, lors de sa dix-huitième session, sur la mise en œuvre de la présente résolution;

7. *Appelle l'attention* du Comité spécial chargé d'examiner la situation en ce qui concerne l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux sur la présente résolution.

1198<sup>ème</sup> séance plénière,  
19 décembre 1962.

### 1850 (XVII). Discrimination raciale dans les territoires non autonomes

*L'Assemblée générale,*

*Rappelant* sa résolution 1698 (XVI) du 19 décembre 1961, dans laquelle elle a en particulier prié instamment les Etats Membres administrants d'inclure, parmi les mesures qui contribueraient à l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux, des dispositions permettant :

a) D'abroger ou d'annuler immédiatement toutes les lois et tous les règlements qui tendent à encourager ou à consacrer, directement ou indirectement, une politique et des pratiques discriminatoires fondées sur des considérations raciales,

b) D'adopter des mesures législatives qui rendent la discrimination et la ségrégation raciales punissables par la loi,

c) De décourager ces pratiques fondées sur des considérations raciales par tous les autres moyens possibles, y compris des mesures administratives,

d) D'accorder immédiatement à tous les habitants le plein exercice des droits politiques fondamentaux,

<sup>11</sup> *Ibid.*, documents A/5242 et Add.1.

en particulier du droit de vote, et d'établir l'égalité entre les habitants des territoires non autonomes,

*Ayant examiné* le rapport du Secrétaire général sur la mise en œuvre de la résolution 1698 (XVI)<sup>12</sup> et le rapport du Comité des renseignements relatifs aux territoires non autonomes<sup>8</sup>,

*Constatant avec une profonde inquiétude* que la discrimination raciale en droit et en fait, qui inspire une telle répugnance à l'humanité, n'a pas été éliminée des territoires non autonomes,

*Réitérant* son opinion selon laquelle le moyen d'assurer avec la plus grande rapidité l'éradication totale de la discrimination et de la ségrégation raciales dans les territoires non autonomes est d'appliquer fidèlement la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux,

1. *Réaffirme solennellement* sa condamnation énergique de la politique et des pratiques de discrimination raciale dans les territoires non autonomes;

2. *Invite instamment* les Etats Membres administrants à donner effet sans délai, dans les territoires qu'ils administrent, à la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux, afin que la discrimination raciale soit éliminée sous toutes ses formes et dans tous les domaines;

3. *Décide* de transmettre le rapport du Secrétaire général sur la discrimination raciale dans les territoires non autonomes, ainsi que les comptes rendus des débats sur ce rapport, au Comité spécial chargé d'examiner la situation en ce qui concerne l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux.

1198<sup>ème</sup> séance plénière,  
19 décembre 1962.

### 1858 (XVII). Rapport du Conseil de tutelle

*L'Assemblée générale,*

*Ayant reçu* le rapport du Conseil de tutelle pour la période du 20 juillet 1961 au 20 juillet 1962<sup>13</sup>,

1. *Prend acte* du rapport du Conseil de tutelle;

2. *Invite* les autorités administrantes à tenir compte des recommandations et des observations contenues dans le rapport du Conseil de tutelle et à prendre en considération celles qui ont été formulées par les délégations au cours de la discussion dudit rapport à la dix-septième session de l'Assemblée générale.

1200<sup>ème</sup> séance plénière,  
20 décembre 1962.

### 1859 (XVII). Diffusion, dans les territoires sous tutelle, d'informations sur l'Organisation des Nations Unies et le régime international de tutelle

*L'Assemblée générale,*

*Rappelant* sa résolution 1644 (XVI) du 6 novembre 1961, par laquelle elle priait le Secrétaire général de prendre, en consultation avec l'Autorité administrante intéressée, les mesures nécessaires en vue de créer sans autre délai en Nouvelle-Guinée, en 1962, un centre d'information des Nations Unies où les postes importants seraient occupés par les autochtones du Territoire et de présenter un rapport sur ce sujet à l'Assemblée générale, lors de sa dix-septième session,

<sup>12</sup> *Ibid.*, documents A/5249 et Add.1.

<sup>13</sup> *Ibid.*, dix-septième session, Supplément No 4 (A/5204).